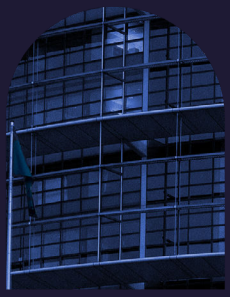
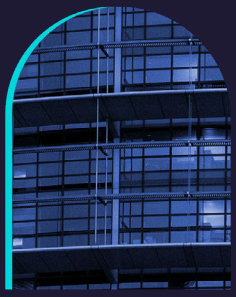
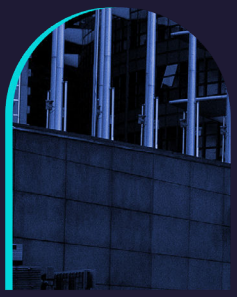
# Manifeste pour l'Europe numérique de demain

2024-2029







numeum

# الفصل الثاني

**Véronique Torner**
Présidente de Numeum

## L'Europe numérique, une ambition stratégique

Le numérique n'est pas un secteur comme les autres. A la fois filière et technologie, il irrigue toutes les composantes de notre vie économique et sociale : compétitivité, emploi, compétences, éducation, information, interactions sociales, etc. Le numérique est par essence un sujet stratégique, omniprésent dans tous les défis qui sont devant nous, que ce soit en matière de géopolitique, de transition écologique, ou encore d'emploi.

A l'heure où dans le monde des Etats se constituent en puissances numériques qui concentrent la technologie, les talents et les investissements, l'Europe doit prendre toute sa place sur cet échiquier numérique mondial et se transformer elle-aussi en champion du numérique.

Une Europe championne du numérique pour s'assurer que notre continent demeure une terre innovante et compétitive qui compte dans le monde.

Une Europe championne du numérique pour disposer d'une économie numérique forte et ouverte qui permette, dans un contexte d'exacerbation des tensions internationales, de maitriser en toute autonomie nos interdépendances.

Une Europe championne du numérique pour porter une vision humaniste du numérique, qui place au premier plan la confiance, le respect des valeurs, la préservation de l'éthique et la protection de l'environnement.

## Passer d'une politique réglementaire à une politique industrielle du numérique

L'Europe a accompli ces cinq dernières années une œuvre considérable sur le plan réglementaire : Digital Services Act, Digital Market Acts, Data Act, Data Governance Act, Artificial Intelligence Act, ... on dénombre près d'une vingtaine de textes ayant un impact direct sur les acteurs du numériques.

Ces évolutions réglementaires vont structurer le marché et nos activités en Europe pour les années et les décennies à venir. Après un tel renouvellement du cadre réglementaire, l'Union européenne doit à présent s'investir dans l'accompagnement des entreprises dans leur mise en conformité. Cet accompagnement n'est pas à négliger : il est nécessaire pour faire de ce nouveau cadre réglementaire une opportunité et un gage de confiance pour les entreprises, et non un frein à leur développement.

Tout comme le RGPD est devenu un modèle réglementaire de protection des données imité jusqu'en Californie, terre d'innovation par excellence, ce nouveau corpus réglementaire européen doit être un succès et bénéficier d'un rayonnement mondial.

Mais la construction d'un vrai « marché unique numérique » ne peut être limitée à l'action réglementaire : comme elle a su le faire par le passé sur des sujets stratégiques (le spatial par exemple), l'Europe doit à présent se doter d'une véritable politique industrielle du numérique : financement, investissement, éducation et formation, commande publique : sur ces différentes politiques publiques numériques, l'Europe est attendue.

## Un succès à bâtir main dans la main avec l'écosystème

Pour mener à bien cette politique et se transformer en champion du numérique, l'Europe peut compter sur la diversité de ses écosystèmes numériques, sur la force de ses entreprises innovantes, et sur ses talents reconnus dans le monde entier.

Sur des thématiques aussi variées que les compétences, la santé, la cybersécurité ou encore la transition écologique, les recommandations formulées par Numeum et ses membres dans le présent manifeste permettront d'accélérer la marche vers l'Europe numérique de demain et faire de notre continent un pôle d'innovation et d'attractivité incontournable dans le monde.

Institutions européennes, Etats-membres, écosystèmes et entreprises numériques, citoyens : « bâtisseurs » de l'Europe numérique de demain, nous devons tous être animés par la poursuite d'un même objectif : inscrire le numérique sur une trajectoire d'impact positif, qui garantisse compétitivité et durabilité à notre société, au service du progrès.

# Sommaire


4 Une priorité : passer de l'ultra-réglementation à une politique de financement et de soutien à l'innovation

6 Compétences et attractivité

8 Transition écologique

9 Financement de l'innovation et marchés publics

10 Numérisation de l'économie

12 L'Europe des startups

14 Autonomie stratégique

15 Cyber-résilience

17 Numérique en santé

18 Nos 10 priorités européennes pour les 5 prochaines années

## Une priorité : passer de l'ultra-réglementation à une politique de financement et de soutien à l'innovation

Après une mandature 2019-2024 particulièrement riche durant laquelle l'Europe a profondément renouvelé et complexifié le cadre réglementaire du marché unique numérique, l'innovation réglementaire doit maintenant laisser place à l'innovation technologique. Les technologies numériques sont porteuses d'immenses gains de productivité pour l'économie du continent et jouent un rôle déterminant dans la transition écologique. A l'heure où une course mondiale à l'innovation fait rage, l'Union européenne doit assurer un environnement réglementaire favorable, qui ne frêne pas, mais au contraire encourage l'innovation et garantit des conditions de concurrence équitables pour les entreprises de toutes tailles.

Grâce au numérique, l'Europe peut renforcer sa compétitivité, gagner en productivité, éviter tout décrochage face aux grands autres espaces économiques et être leader dans la transition écologique et la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre.

Le développement numérique de l'Europe doit ainsi être une préoccupation constante des décideurs pour les cinq prochaines années. Les élections européennes de 2024 sont l'occasion parfaite de réorienter les priorités de l'UE en matière de numérique.

Nous sommes favorables à une réglementation agile, à condition qu'elle soit mise en œuvre de manière claire et unifiée dans toute l'Europe et permette de poursuivre et accélérer l'innovation. Il convient maintenant d'évaluer si le cadre juridique global qui a été créé fonctionne dans la pratique et stopper l'inflation réglementaire. Lors de sa prochaine mandature, l'UE doit pouvoir se concentrer sur la mise en œuvre et l'application des nombreux textes votés ces dernières années.

## Nos propositions

1. Stopper **l'inflation réglementaire** et renforcer **l'accompagnement des entreprises** dans la mise en œuvre des règles actuelles et renforcer la coopération industrielle en misant sur des standards.
2. Soutenir une plus grande **harmonisation européenne** de la réglementation afin d'éviter une application divergente de la législation par les États membres (la France fait parfois figure de précurseur…).
3. Introduire un **contrôle de la compétitivité** comme élément de toutes les évaluations d'impact.
4. Amplifier une politique ambitieuse de f**inancement de l'innovation et de la transformation numérique** de notre économie.

Pour atteindre cet horizon, les colégislateurs (Commission européenne, Parlement européen et Conseil de l'UE) devraient, au-delà de la seule régulation, intervenir en priorité sur les thématiques développées ci-dessous. Celles-ci sont clés pour garantir la compétitivité et l'autonomie stratégique de notre continent.

# Compétences et attractivité

Numeum accorde une attention particulière aux questions de compétences, d'éducation et de formation, tant au niveau de la formation initiale que tout au long de la vie professionnelle. Plusieurs rapports et études prospectives[1] soulignent qu'un nombre considérable d'individus doivent être dotés des bonnes compétences, en particulier dans les domaines numériques, pour que l'Europe et sa population puissent bénéficier pleinement de la croissance offerte par la transformation numérique.

La difficulté de recruter des talents dans le domaine des technologies de l'information est depuis longtemps identifiée par les entreprises comme un obstacle majeur à leur développement. Notre secteur numérique, ainsi que les secteurs connexes ou appliqués (banque et assurance, santé, énergie, etc.), et les entités impactées par la transformation numérique, ont besoin de compétences techniques et informatiques ainsi que de responsables de projet pour impulser ce mouvement en interne. Si les chiffres exacts sont difficiles à quantifier, ils représentent vraisemblablement plusieurs centaines de milliers d'emplois.

L'innovation continuera d'introduire de nouvelles technologies, jusqu'alors inconnues, qui auront un impact sur l'emploi et les compétences requises : 85 % des emplois qui seront occupés en 2030 n'existent pas aujourd'hui[2].

1 - Mobiliser et former les talents du numérique I Institut Montaigne

2 - France Travail

## Nos propositions

1. Soutenir **la formation aux compétences clés pour la transition numérique:** plutôt que de se concentrer prématurément sur des technologies spécifiques, il est nécessaire de renforcer la formation scientifique et technique, en particulier pour les ingénieurs, afin de les préparer aux emplois d'avenir (mathématiques, quantique, intelligence artificielle, open source et socles des révolutions techniques à venir).
2. Soutenir la **formation aux compétences numériques** (notamment l'intelligence artificielle) pour les entreprises et notamment les **TPE/PME.**
3. Financer directement par des **fonds européens** les écoles et établissements développant des formations aux métiers du numérique.
4. Soutenir les actions menées dans les Etats-membres en faveur de l'attractivité, et financer des programmes de **promotion de l'apprentissage des sciences**, en priorité auprès des jeunes filles.
5. Soutenir les programmes de **formation professionnelle aux métiers du numérique.**

**DESI 2023 digital skills indicators grouped into two classes :**

| | | EU DESI 2023 | EU 2030 target |
|---|---|---|---|
| *1a Basic and advanced skills; 1b Highly skilled digital workforce* | 1a1 Internet use<br>% individuals | 89%<br>2022 | |
| | 1a2 At least basic digital skills<br>% individuals | 54%<br>2021 | 80% |
| | 1a3 Above basic digital skills<br>% individuals | 26%<br>2021 | |
| | 1a4 At least basic digital content creation skills<br>% individuals | 66%<br>2021 | |
| | 1a5 Enterprises providing ICT training<br>% enterprises | 22%<br>2022 | |
| | 1b1 ICT specialists<br>% individuals in employment aged 15-74 | 4,6%<br>2022 | 20 millions<br>env. 10% |
| | 1b2 ICT graduates<br>%graduates | 4,2%<br>2021 | |

Source: DESI 2023, European Commission. Indicator's description and details in DESI 2023 methodological note. Indicators and 2030 targets of the Digital Decade Policy Programme are highlighted. 80% of individuals with at least basic digital skills and 20 million of ICT specialists in employment, corresponding to approximately 10% of total employment, both by 2030.

# Transition écologique

Notre responsabilité est double. D'une part, nous devons maitriser et réduire l'empreinte environnementale des activités numériques pour que la transition numérique ambitieuse que mène l'Europe soit soutenable sur le long terme. D'autre part, le numérique constitue un levier incontournable pour faciliter et accélérer la transition écologique de tous les secteurs de l'économie. L'Europe doit se saisir de toutes les opportunités que le numérique peut offrir à la transition environnementale. Ces deux ambitions sont indissociables l'une de l'autre : le numérique ne peut être déployé au service de l'environnement que si ses propres impacts environnementaux sont maitrisés.

La filière numérique prend ses responsabilités en la matière, avec un écosystème français pionnier dans la réduction de l'empreinte environnementale du numérique. La création de l'initiative Planet Tech'Care permet de fédérer les acteurs engagés et de participer à la constitution d'une « communauté Numérique & Environnement » rassemblée chaque année au GreenTech Forum.

Pour être en mesure de fixer des objectifs ambitieux et à la hauteur des enjeux en matière de *GreenIT* et d'*ITforGreen*, l'Europe doit massivement accompagner cette double transition.

## Nos propositions

1. Soutenir les **expertises nationales existantes** et en les faisant passer à l'échelle au niveau européen. L'Europe devrait diffuser et **éviter de dupliquer les initiatives pertinentes** actuellement menées dans les Etats. Concrètement, l'Union européenne pourrait soutenir le déploiement de l'initiative **Planet Tech'Care** dans les autres Etats-membres, en lien avec les écosystèmes locaux, pour amplifier la mobilisation.

2. Soutenir **la recherche et les investissements** en matière de sobriété numérique, y compris par **des dispositifs d'incitation fiscale**, en associant les expertises compétentes.

3. Systématiser **les approches « bilancielles »**, par le biais d'études et d'évaluation des cas d'usage pour mieux mesurer le rôle du numérique dans la transition écologique et ainsi, mieux orienter les investissements.

# Financement de l'innovation et marchés publics

La question du financement de l'innovation en Europe est cruciale. L'Europe a lancé plusieurs programmes encourageants en faveur du numérique et de l'innovation ces dernières années (Horizon Europe, Digital Europe Programme, etc.). Cependant, on peut regretter que, les montants investis en Europe semblent sous-dimensionnés, surtout lorsqu'on les compare aux montants investis dans d'autres blocs économiques en Amérique du Nord ou en Asie.

## Nos propositions

1. Les **incitations fiscales favorables à l'innovation** (CII, CIR) sont des outils efficaces pour stimuler l'innovation et doivent être renforcées.
2. La mise en place de **fonds de placement dédiés et sectorisés** au niveau européen bénéficiant de capitaux publics.
3. Les marchés publics, un levier de financement essentiel : différents outils peuvent être mobilisés pour faciliter l'accès des entreprises innovantes aux marchés publics (consortiums, partenariats d'innovation, simplification, dématérialisation, etc.) A ce sujet, il apparait indispensable de créer un « **Buy European Tech Act** » pour construire un véritable leadership numérique européen.
4. Inciter légalement les acheteurs publics et les grands comptes privés à **privilégier les technologies européennes** lorsqu'il existe une offre équivalente en termes de prix, de qualité et de performance.
5. Adapter les mécanismes de financements publics européens au **cycle d'innovation des entreprises** (enjeu de calendrier).

# Numérisation de l'économie

Si l'Europe progresse dans sa numérisation, en particulier depuis la pandémie de Covid-19, la transition numérique sur le continent reste sur une dynamique encore insuffisante, et de manière hétérogène entre les différents Etats membres.

La Commission européenne a annoncé vouloir faire de la décennie 2020 – 2030 une « décennie numérique » avec des objectifs ambitieux[3] :

**75 % des entreprises** utilisatrices de services de cloud computing, d'intelligence artificielle et de big data d'ici 2030 : selon un rapport d'étape[4], **à peine 1 entreprise sur 3** en moyenne dans l'UE étaient utilisatrices de ces services en 2021. Les écarts entre Etats-membres sont particulièrement importants, allant de 70 % des entreprises équipées dans certains Etats à moins de 10 % d'utilisatrices dans d'autres Etats.

**90 % de PME** parvenant à un niveau élémentaire de numérisation (selon l'index DESI) d'ici 2030 : un peu plus de la moitié d'entre elles arrivaient à ce niveau en moyenne dans l'UE en 2021, avec là aussi des situations très disparates entre pays (de 90 % à moins de 25 %).

Afin d'atteindre ces objectifs, il est essentiel que l'UE accentue son action pour faire de l'Europe l'un des espaces les mieux numérisés au monde.

## Nos propositions

1. Créer un **fonds européen dédié à la numérisation des économies**, que ce soit par le biais d'aides directes aux entreprises ou via le financement des services et/ou des infrastructures numériques permettant d'accompagner les TPE/PME dans leur transformation numérique.
2. Mettre en place des incitations fiscales permettant de **réduire le coût de la numérisation de 25%**.

3 - Commission européenne, « Bâtir l'avenir numérique de l'Europe – L'indice de l'économie et de la société numériques (DESI) »
4 - Commission européenne, « Digital Economy and Society Index (DESI) 2022 – Thematic chapters».

## Les objectifs de la « Décennie numérique »

## 2020-2030

### Skills

20 million employed **ICT specialists**,
more graduates + gender balance
80% of adults can **use tech** for everyday tasks

### Government

**Key Public Services** - 100% online
Everyone can **access health records online**
Everyone can use **eID**

### Business

75% of companies using **Cloud, AI or Big Data**
Double the number of **unicorn startups**
90% of **SMEs taking up tech**

### Infrastructure

**Gigabit connectivity** for everyone, **high-speed mobile coverage** (at least 5G) everywhere
EU produces 20% of word's **semiconductors**
10 000 c**loud edge nodes** = fast data access
EU **quantum computing** by 2025

# L'Europe des startups

Le secteur numérique demeure un moteur de l'économie européenne et fait preuve de résilience face aux crises et les startups y contribuent de manière significative. Le marché intérieur et les conditions de financement doivent être suffisamment attractifs pour renforcer l'écosystème européen des startups et des scale-ups à long terme.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'UE doit travailler sur les bonnes conditions[5] pour permettre l'émergence de nouveaux champions technologiques européens.

Pour une entreprise, 1€ de chiffre d'affaires vaut mieux que 2€ de financement.

Environ **50% des startups** européennes estiment que si la législation européenne était harmonisée, elles auraient accès à un marché plus veste pour leurs produits et services[6].

## Nos propositions

1. Un cadre législatif et réglementaire européen **clair et homogène**.
2. Les startups ont besoin d'un accès simplifié à des marchés suffisamment vastes pour devenir des scale-ups : nous appelons à **la création d'un « startup check »** pour garantir que la mise en œuvre de nouvelles règles garantisse des conditions équitables et que des mesures puissent également être mises en œuvre pour les startups et les jeunes entreprises sans effort indu.
3. Créer les conditions pour encourager les deep tech européennes : Dans certains domaines et industries, les espaces d'expérimentation peuvent offrir un espace aux startups pour tester leurs innovations. Nous encourageons **la création de nouveaux espaces d'expérimentation deep tech** au-delà des frontières nationales.
4. L'accès au financement est extrêmement important pour soutenir la croissance des startups/scale-ups. Cependant, pour permettre une croissance durable, il est essentiel de faciliter leur développement commercial. Pour cela, les startups cherchent à conclure des contrats majeurs avec de grandes entreprises

5 - Position Paper Numeum/Bitkom
6 - European Tech Voice - Stripe / July 2022
7 - Donner un nouveau souffle au modèle de croissance inclusive et durable de l'Europe et de la France - McKinsey &Company / Juillet 2022
8 - Position Paper Numeum/Bitkom

privées ou des décideurs publics. L'UE doit pouvoir **favoriser la passation de commandes préférentielles** de la part de ces acteurs européens. En plus d'une source de revenus sécurisée, cela donne aux startups une crédibilité dans leur développement à l'international.

5 Un environnement qui encourage les grands acteurs publics et privés à devenir des clients des startups/scale-ups : créer des incitations pour **encourager les entreprises à conclure des contrats avec des startups**. Des incitations fiscales pourraient encourager les États membres à mettre en œuvre une nouvelle forme de **crédit d'impôt ou de remise d'impôt**.

6 S'attaquer à la pénurie de talents en proposant un environnement propice au recrutement :

- Mettre en place une **plateforme d'information centrale**, où les fondateurs peuvent **accéder à des contrats de travail standard**, à un aperçu de la fiscalité et à des informations similaires pertinentes pour chaque État membre ;
- Créer un **contrat de travail européen** pour les startups identifiées comme stratégiques. Un tel contrat unique offrirait une agilité aux entreprises pour recruter et leur permettrait de répondre aux attentes des employés en termes de mobilité. L'environnement européen serait alors plus attractif pour les entreprises identifiées comme stratégiques pour l'économie.

Un fondateur de startup européenne sur trois a envisagé de démarrer son activité ailleurs en raison des contraintes réglementaires et administratives en Europe.

Cela représente **une perte de 2000 à 4000 milliards d'euros** en termes de valeur ajoutée annuelle supplémentaire d'ici 2040 en Europe[7].

Bien que l'Europe ait peut-être perdu la bataille du B2C face aux États-Unis et à la Chine, elle peut compter sur un environnement B2B mature et un écosystème deep tech dynamique pour occuper une place de premier plan dans la compétition mondiale[8].

# Autonomie stratégique

Dans un contexte d'exacerbation des tensions économiques et géopolitiques au niveau mondial, l'Europe doit renforcer son autonomie stratégique en se concentrant clairement sur les données, les technologies et les infrastructures.

Près des **2/3 des organisations** privées et publiques se disent ouvertes, voir très ouvertes, au logiciel libre[9].

En encourageant l'innovation, en investissant dans les technologies de pointe (cloud, IA, quantique, etc. cybersécurité, etc.) et en renforçant sa politique européenne de l'open source, l'UE peut s'assurer un avantage concurrentiel dans l'économie mondiale.

## Nos propositions

1. Les données sont un patrimoine et un enjeu de souveraineté pour l'Europe. Il faut s'assurer que l'Europe dispose d'une **certification robuste face au risque cyber accru** et aux risques d'accès forcés et extra-territoriaux aux données. Pour cela, l'UE doit **définir les données sensibles et leur protection adéquate.**

2. **Soutenir les secteurs stratégiques** : la plateforme des « technologies stratégiques pour l'Europe (STEP) » vise à encourager la croissance des technologies critiques par le biais d'un soutien financier accru, dans des secteurs comme le numérique, les biotechnologies ou le « zéro net ». Il est proposé d'inclure le jumeau numérique dans les technologies critiques européennes éligibles à STEP.

3. Encourager l'Europe à **miser sur l'open source** : largement adopté[10] par les entreprises et administrations françaises, l'open source est un atout majeur pour répondre aux défis de l'indépendance technologique et de la transition écologique, en facilitant notamment la réversibilité et la portabilité du cloud. Que l'on s'intéresse aux priorités technologiques, économiques, ou environnementales, l'open source est devenu stratégique pour les entreprises et administrations en

Europe, et contribue à attirer et à fidéliser des compétences. Cela implique pour les pouvoirs publics, notamment européens de :

- Prendre pleinement en compte les **spécificités de ce modèle de développement** dans l'élaboration de leurs politiques numériques et industrielles ;
- **Soutenir les écosystèmes numériques européens** qui s'organisent autour de la conception et de la maintenance de communs numériques stratégiques à l'échelle européenne et mondiale.

---

9 - Open Source Monitor France / 2023 (CNLL, Numeum, Pôle Systematic Paris-Region, et Cabinet Markess by Exaegis) : une étude de référence sur l'usage de l'open source au sein des entreprises et administrations françaises. S'appuyant sur une enquête quantitative en ligne menée aux 2e et 3e trimestres auprès de 608 organisations de plus de 20 employés.
10 - Open Source Monitor France / 2023
11 - Open Source Monitor France / 2023

Plus de **8 entreprises sur 10** utilisent des technologies open source, et 9 organisations sur 10 dans le secteur public[11].

# Cyber-résilience

Les enjeux de cybersécurité doivent impérativement accompagner la stratégie numérique de l'Union européenne. Amorcer un virage vers la numérisation en Europe ne serait pas concevable sans assurer les conditions d'une plus grande sécurité numérique. Numeum se félicite que l'UE ait pris conscience de ce risque et ait formalisé plusieurs initiatives au cours du mandat européen 2019-2024 (la stratégie de cybersécurité 2020, le European Cyber Resilience Act, le Cyber Solidarity Act, etc.).

## Nos propositions

1. Pour renforcer notre résilience à l'échelle européenne et assurer une cohérence dans l'application des réglementations, l'Union devrait **renforcer le rôle de l'ENISA comme coordinateur des agences nationales de cybersécurité** avec l'objectif d'aider concrètement les utilisateurs du numérique à prévenir les attaques et les solutionner rapidement quand elles se produisent.

2. Dans le domaine des compétences, la cybersécurité a un rôle significatif à jouer. De nombreux postes restent encore à pourvoir. L'UE doit par conséquent poursuivre son engagement (financements européens, mise en application du Cyber Solidarity Act, ...)

En France, presque **1 entreprise sur 2** déclare avoir subie une cyberattaque réussie[12].

**+ de 15 000 postes non pourvus en France**

**+ de 3,5 millions au niveau mondial**

12 - Baromètre du CESIN / 2022

## Numérique en santé

La crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 l'a démontré : les technologies numériques sont un atout considérable pour les politiques publiques de santé. Les acteurs européens du numérique et de la eSanté disposent de solides atouts en la matière.

### Nos propositions

Pour renforcer notre expertise dans ce domaine et mettre le numérique au service de la médecine de précision et de la prévention, mais aussi construire un parcours de soin efficace et inclusif, de nombreux **investissements sont à réaliser dans certaines technologies de pointe**, par exemple les biomarqueurs digitaux ou les jumeaux virtuels de l'humain. Des **programmes de recherche européens** propres à ces technologies devraient être mis en œuvre pour soutenir massivement l'investissement et la recherche.

# Nos 10 priorités européennes pour les 5 prochaines années

1. Stopper **l'inflation réglementaire** et assurer une mise en œuvre des textes qui ne freine pas l'innovation

2. Soutenir le développement de **compétences** nécessaire à l'économie numérique : mathématiques, IA, science des données...

3. Aider à **la sobriété du numérique** par des financements et réaliser des études de bilan net du numérique sur l'environnement

4. Elaborer et mettre en vigueur un **Buy European Tech Act**

5. Créer un **Fonds européen** et mettre en place des aides fiscales pour la numérisation de l'économie

6 Soutenir le développement de **start-ups** et leur passage à l'échelle

7 Encourager l'aide à la **recherche et aux « deep tech »** grâce à des subventions et des espaces d'expérimentation

8 Protéger **les données européennes sensibles** contre les accès extraterritoriaux

9 **Renforcer l'ENISA** pour protéger les économies européennes contre les attaques cyber en aidant les utilisateurs à les prévenir et les résoudre

10 Subventionner des **programmes de recherche en e-santé** : biomarqueurs, jumeaux numérique, médecine de précision

# À propos

**Numeum** est le syndicat et l'organisation professionnelle de l'écosystème numérique en France. Elle représente les entreprises de services du numérique (ESN), les éditeurs de logiciels, les plateformes et les sociétés d'Ingénierie et de Conseil en Technologies (ICT). Numeum rassemble plus de 2 500 entreprises adhérentes qui réalisent 85% du chiffre d'affaires total du secteur.

Présidé par Véronique Torner, Numeum se fixe trois priorités : les territoires, pour accompagner les adhérents en région, les compétences, pour répondre aux défis de la mixité et de l'attractivité et le numérique responsable, pour accompagner et soutenir le développement d'un écosystème numérique dans une trajectoire d'impact positif sur le plan économique, social, sociétal et environnemental à l'échelle européenne, nationale et locale.

Numeum est membre de la fédération Syntec. Le secteur du numérique représente 65 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 661 000 employés en France.

numeum

## OURS

**Direction de publication et rédaction**
Véronique Torner
Thibault de Tersant
Anissa Kemiche
Clément Emine
**Création graphique**
Studio Facette 2024
**Photographies**
IStock